

ugandaring

*Nouvelles d'un engagement de trois ans en Ouganda
d'Emma McGeachy et Gaëtan Bidaud*



Ça y est, nous avons passé la moitié de notre affectation en Ouganda! C'est fou ce que le temps file, d'autant qu'il nous reste tellement à faire. On n'en finit pas de s'étonner et de se laisser surprendre par « la perle de l'Afrique » comme disait Churchill, qui a encore beaucoup à nous apprendre. Malgré les challenges inévitables, la motivation est intacte et on se réjouit d'attaquer ce qui devient déjà presque la dernière ligne droite.

Cette période de fêtes est aussi l'occasion pour nous de remercier tous ceux qui nous soutiennent dans notre engagement. On l'a dit et redit, mais rien ne serait possible sans votre aide, quelle qu'elle soit. En espérant que les quelques pages qui suivent susciteront votre intérêt, nous vous souhaitons d'ores et déjà de magnifiques fêtes de fin d'année et une merveilleuse année 2020!

Bonne lecture!

Emma & Gaëtan

Torture sociale

Une alternative à la narrative officielle

Cet article est basé sur le livre *Social Torture* de Chris Dolan, directeur de Refugee Law Project, organisation partenaire d'Eirene dans les Grands Lacs africains. Il y présente une approche qui diffère de la narrative officielle au sujet de la guerre qui a frappé le nord de l'Ouganda de 1985 à 2006 [1]. Connaître le contexte dans lequel s'inscrivent les activités des ONG où nous travaillons est fondamental, et il nous paraît important de l'éclaircir aussi aux yeux des personnes qui nous soutiennent d'une manière ou d'une autre (ne serait-ce qu'en parcourant ces quelques pages).

La thèse développée par Dolan, après avoir effectué un important travail de recherche sur le terrain à une période où la sécurité était loin d'être garantie, vise à montrer qu'au-delà d'une guerre civile, c'est bien de torture sociale dont a été victime la population. L'auteur s'oppose ainsi à la description binaire habituellement retenue par le gouvernement Ougandais et les agences internationales et autres ONG, qui dépeignent souvent la Lord Resistance Army (LRA) et son leader Joseph Kony comme étant les seuls responsables des horreurs vécues par les civils. Il semblerait que la réalité décrite par la population locale soit plus complexe que cela.

LRA et forces gouvernementales

De nombreux analystes s'accordent à dire que l'armée gouvernementale, bien plus nombreuse, aurait pu réduire en miettes la LRA si les leaders du pays l'avaient vraiment voulu. Le président Museveni, toujours en place aujourd'hui, aurait même décliné à deux reprises la proposition des États-Unis (encore eux) de s'en charger. Historiquement, cette guerre trouve sa place dans une continuité d'actes délibérés visant à diminuer l'influence des Acholis, ethnie puis-



Camp de déplacés internes de Kitgum vu du ciel (source: Wikimedia Commons)

sante du nord du pays. Il n'est donc pas surprenant que le régime ait saisi l'occasion offerte par Kony pour placer l'estocade finale.

Certes, la LRA a commis son lot d'atrocités, en recourant notamment de manière brutale à l'enlèvement de garçons pour grossir les rangs de l'armée et de filles qui servaient de porteuses, s'occupaient des tâches ménagères et étaient souvent mariées de force aux soldats [2]. Les fréquentes attaques de la LRA, à la recherche de nourriture et de bras dans les villes et villages avoisinants leur campement temporaire, génèrent un climat de peur constant. Les civils avaient pris l'habitude de courir se cacher dans les bois à la moindre alerte.

D'après de nombreux témoignages néanmoins, les attaques des rebelles n'étaient de loin pas les seuls maux qui s'abattaient sur de nombreux innocents. En réponse à cette insécurité, le gouvernement a contraint aux déplacements internes des centaines de milliers de personnes en recourant régulièrement à la force. Les conditions dans ces camps étaient abominables, cela va sans dire. Des milliers de personnes ont été contraintes de quitter leurs terres ancestrales, ce qui n'a pas manqué de poser un sérieux problème dans une région où l'on

Torture sociale

vivait principalement d'agriculture de subsistance. La proximité des huttes, le manque de terres cultivables, un système éducatif qui n'en portait que le nom, une explosion du taux de HIV souvent attribuée aux soldats gouvernementaux, et bien d'autres problèmes ont écrasé chaque jour un peu plus le moral et les espoirs d'un peuple autrefois fier et respecté.

Une société anéantie

Et ainsi, régulièrement victimes de violences physiques, dans l'incertitude quant au fait que nombre de leur proches soient encore en vie ou non, vivant constamment dans la peur et le manque de ressources, les Acholis ont été mis à genou. Prenez une seconde pour imaginer l'ampleur du traumatisme. Malgré les églises et les ONG, pas innocentes non plus puisqu'elles ont permis que la torture continue en approvisionnant entre autre les camps et n'ont que rarement pris position pour dénoncer le gouvernement, le soutien psychologique fut bien en-deçà des besoins. Imaginez l'impact sur toute une

génération d'enfants qui a grandi dans ces conditions. Imaginez les difficultés pour s'en relever, et vous aurez une idée de la situation au nord de l'Ouganda.

Il va de soi que cette torture sociale ne fut de loin pas l'exclusivité de cette guerre en particulier. Les populations civiles sont celles qui souffrent le plus des conflits, n'ayant aucun moyen de faire valoir leurs droits. Les notions de bien et de juste s'effacent pour faire place à l'horreur et la misère. Lorsque ces victimes fuient leur pays car, comme nous tous, elles rêvent de pouvoir vivre en paix et non pas continuellement dans la peur, elles trouvent souvent murs, barbelés et rejets. On met parfois même en prison ceux qui, chez nous, leur viennent en aide. En cette période de fête, voilà peut-être de quoi méditer un peu.

[1] C. Dolan (2009), Social Torture : The Case of Northern Uganda, 1986-2006, Berghahn Books, UK.

[2] I am Evelyn Amoni présente le témoignage d'une femme enlevée à l'âge de 8 ans par la LRA, pour n'être libérée qu'onze ans plus tard.



Gulu aujourd'hui, où les huttes entassées construites pendant la guerre en rappelle chaque jour l'horreur

Comblers les lacunes

Financement des ONG locales

Sans surprise, les bailleurs internationaux imposent des règles relativement strictes aux organisations locales quant à l'usage des fonds octroyés dans le cadre de projets de développement. Les contribuables qui financent ces fonds de manière obligatoire via leur gouvernement ou par charité veulent en effet voir leur argent utilisé à bon escient. Cela ne va néanmoins pas sans compliquer la tâche des partenaires locaux. Cette année, j'ai travaillé sur de nombreuses recherches de fonds pour GWED-G. Il est sans doute utile de préciser ici comment le financement des ONG locales fonctionne. Imaginez en Suisse ou au Canada une organisation levant des fonds, comme la Croix-Rouge ou UNICEF. Vous pouvez faire un don directement pour une certaine cause (catastrophe naturelle, etc.) ou pour le travail réalisé par une ONG dans un pays en général (par exemple pour lutter contre la violence basée sur le genre). Les ONG reçoivent aussi des fonds directement de la part des gouvernements. Ce qu'on ignore souvent, c'est comment cet argent est employé.

Ces grandes ONG implémentent directement certains projets elles-mêmes, mais mandatent souvent des ONG locales de taille inférieure dans ce but. Par exemple, UNWomen va lancer un appel d'offre auprès des ONG locales de tel ou tel pays, qui se verront attribuer des fonds afin de mener à bien un projet visant un objectif commun.

Un système complexe

Jusqu'ici, tout va bien. Là où les choses se compliquent, c'est dans les conditions qui entourent l'octroi de ces fonds. En effet, la plupart d'entre eux sont accompagnés de restrictions quant à leur usage, ce qui semble frappé au coin du bon sens mais limite la marge de manœuvre des ONG locales. Par exemple, il n'est pas rare que la

part destinée aux ressources humaines soit limitée à 20% et restreinte aux fonctions fondamentales nécessaires à la bonne marche du projet en question.

En conséquence, les partenaires locaux, pourtant cruciaux dans le but d'atteindre les objectifs du développement durable, ont les mains liées quant à leur propre développement institutionnel et durabilité. Les budgets ne laissent guère de place aux dépenses « superflues », tels que des responsables en suivi et évaluation, logistique, communication ou ressources humaines. Ces rôles sont dès lors souvent endossés par des employés peu qualifiés en la matière, chargeant encore plus un emploi du temps déjà lourd, avec toutes les conséquences négatives qui en découlent.

Concrètement, GWED-G et HANDLE, les deux partenaires que je soutiens, n'ont pas les moyens pour engager du personnel chargé de la communication, une activité pourtant fondamentale. Les ressources manquent pour développer et mettre à jour leur site Internet et leurs réseaux sociaux, outils indispensables dans le but d'informer le public sur leurs activités ou publier des ressources éducatives. Peu de moyens sont aussi disponibles pour développer du matériel de formation, une activité pourtant cruciale pour mettre en place de nouvelles approches et accroître et disséminer leurs connaissances dans le but de changer les mentalités et s'éloigner du *statu quo*.

Le manque de ressources pour les tâches de communication implique que les managers doivent souvent se résoudre à les entreprendre eux-mêmes. Outre un manque de compétence en la matière, cela impacte aussi négativement leurs capacités à diriger leurs équipes efficacement.

Et nous dans tout ça?

Dans ce contexte, les organisations comme Eirene jouent un rôle important, en mettant

Comblent les lacunes

à disposition des partenaires locaux des ressources humaines supplémentaires. Cette année, j'ai par exemple formé le personnel d'HANDLE pour formater des rapports et publier leur travail. Cela permet d'attirer des bailleurs supplémentaires, mais aussi de développer des supports éducatifs ou du matériel de plaidoyer.

Auprès de GWED-G, j'ai contribué à la rédaction de projets et soutenu mes collègues en matière d'évaluation. Récemment, j'ai notamment créé un site Internet de qualité pour l'organisation. GWED-G désirait ça depuis longtemps mais n'avait jamais pu le concrétiser pour des raisons financières. Un site web, couplé aux réseaux sociaux, est devenu indispensable en termes de légitimité aux yeux des bailleurs internationaux,

offrant entre autres une plateforme pour rendre leur travail public et partager leurs ressources avec d'autres organisations.

S'il est tout à fait compréhensible et nécessaire que les bailleurs imposent des restrictions et s'assurent qu'une partie considérable des fonds soit directement destinée aux bénéficiaires, cela impacte malgré tout négativement les organisations locales, et, dès lors, leurs projets. Au bout du compte, ce sont ces mêmes bénéficiaires qui en subissent les conséquences. En offrant mon support à ces partenaires, j'espère pouvoir combler quelques lacunes et permettre d'améliorer leur impact auprès des populations vulnérables locales.

Emma

#Gulu

Cette lettre circulaire est aussi l'occasion de présenter un nouveau partenaire d'Eirene en Ouganda. En effet, le financement d'un projet avec l'organisation locale Hashtag Gulu vient d'être validé pour une durée d'une année. Le projet consiste à former 90 jeunes vivant dans la rue pour qu'ils puissent subvenir à leurs propres besoins et réintégrer la société. Le partenaire local va en parallèle entreprendre une activité de plaidoyer importante, dans la continuité de ses actions passées.

Jusqu'à aujourd'hui, les membres d'Hashtag Gulu ont travaillé de manière bénévole en faveur des jeunes vivants dans la rue, suite à l'appel sur les réseaux sociaux d'un ami commun aujourd'hui décédé. Après des années à œuvrer de manière informelle, ils désirent se structurer pour accroître leur impact, et c'est avec plaisir que nous y contribuerons dans la mesure de nos

moyens.

En effet, dans la masse d'organisations que compte l'Ouganda, il est rare d'en voir une aussi motivée et impliquée pour la cause qu'elle a fait sienne. Composée de jeunes Ougandais du crû, Hashtag Gulu a déjà prouvé qu'elle pouvait faire beaucoup avec peu de moyens.

Avec le soutien d'Emma pour ce qui est de la violence basée sur le genre, dont les jeunes vivants dans la rue sont/ont été quasiment tous victimes, et celui de Gaëtan sur un plan institutionnel, on espère pouvoir aider Hashtag Gulu à atteindre ses objectifs. Gulu compte en effet plus de 400 jeunes dans ses rues, exposés à toutes sortes de violences et souvent les proies faciles de diverses formes d'exploitation plus ignobles les unes que les autres.

Emma et Gaëtan

Le coin des news

Chaque trois mois, nous compilons quelques unes des nouvelles qui illustrent ce qui se passe quotidiennement en Ouganda. Ces dépêches proviennent de différents médias ougandais.

Un juge de la Haute Cour du district de Gulu a condamné un homme de 27 ans pour le viol d'une jeune femme épileptique de 17 ans.

Un homme d'affaire du district d'Agago a perdu 4 millions de schillings à la suite des pluies diluviennes qui ont détruit sa plantation.

Un drame est survenu dans le village d'Olinga, Amuru District, après qu'un sorcier a procédé à un rituel forçant un homme à confesser le meurtre du taureau de son voisin.

Plus de 500 personnes se sont retrouvées coupées du monde dans le comté d'Odek, Omoro district, suite à une inondation ayant détruit le pont qui joint le district d'Omoro avec ceux de Pader et d'Oya.

Encore un drame s'est produit au tribunal de Kitgum, lorsqu'un accusé a dû prouver son jeune âge en fournissant une de ses dents à la cour.

La direction de l'hôpital général de Kitgum a échoué à recruter une personne capable de gérer les machines à rayons X et à ultrasons.

Une femme enceinte de 6 mois a survécu à un lynchage public à Gulu après avoir été accusée par la foule d'avoir volé un sac à main.

La police du district de Lamwo est à la poursuite d'un homme accusé d'avoir brûlé les parties génitales de sa femme.

Un homme de 69 ans s'est suicidé après avoir refusé d'être traité pour une infection urinaire.

Un résident de Gulu de 39 ans, Oloya Stephen, a été condamné à 10 ans de prison pour avoir battu à mort sa femme avec une chaise.

Les prisons de Kitgum connaissent une grave crise en raison du manque d'eau.

L'église catholique d'Ayumi était en émoi hier, après qu'un Chrétien a accusé un membre de l'église d'avoir couché avec sa femme.

Sous le manguier

Intégrer la communauté locale

Etre à l'écoute des communautés locales dans les projets de développement est fondamental. C'est d'autant plus important dans le cadre d'un projet tel que le business social de Moringa que je m'efforce de gérer actuellement, et dont l'impact se fait progressivement ressentir. Le but étant en effet de viser la durabilité et à terme l'autonomie pour offrir des opportunités économiques allant au-delà des formations et autres groupes d'épargne habituellement distillés par les ONG, il est capital que le projet s'intègre au mieux dans le paysage local.

Nous avons à cette fin organisé une rencontre avec les politiciens locaux, dont il a d'ailleurs fallu à contrecœur rémunérer la précieuse présence, les travailleurs employés à la plantation, la famille propriétaire du terrain et les familles avoisinantes, représentées par les aînés, dont la sagesse est ici reconnue. Si la guerre civile a bouleversé les dynamiques sociales au point de remettre en question jusqu'au pouvoir des aînés, traditionnellement têtes pensantes et respectées, ils n'en ont pas moins conser-



L'arbre à palabre

vé une influence importante qu'il est important d'avoir de son côté.

Clarifier les attentes

C'est à l'ombre d'un grand manguier, *l'arbre à palabre* en Afrique francophone, que c'est tenu la réunion, avec bien trois heures de retard. Chacun s'est exprimé tour à tour, en luu ou en anglais. J'ai eu moi-même l'opportunité de préciser les différences entre un projet « classique » et l'approche retenue dans ce cas. Pas facile de ne pas perdre le fil en étant interrompu par le traducteur et un peu frustrant pour moi qui aime les grandes envolées lyriques, mais je m'en suis plutôt bien sorti. Il était notamment important de calmer les attentes et de bien leur faire comprendre qu'il s'agit d'avancer prudemment si on ne veut pas partir droit dans le mur. Comme tout business, les risques d'échec sont importants, tout comme le sont les challenges qu'il nous reste à surmonter.

Le clou du spectacle fut clairement la résolution d'un problème qui nous poursuit depuis un moment, à savoir les velléités mercantiles d'un voisin propriétaire d'un terrain au travers duquel passe un petit chemin parfois emprunté par les travailleurs. Voilà des mois qu'il menace d'y couper l'accès, espérant sans aucun doute qu'un petit billet réglerait la chose. La famille propriétaire du terrain où la plantation est établie ne l'entend néanmoins pas de cette oreille. Son volubile représentant Walter a en effet publiquement menacé de détruire le petit pont qui surplombe la rivière (ce qui, soit dit en passant, ne nous arrangerait pas non plus), histoire de couper l'accès à la ville au voisin belliqueux et calmer ses ardeurs. Affaire à suivre, mais mon expérience en Ouganda me dit qu'on n'a pas encore vu le bout de cette histoire.

Sous le manguier

La sagesse des aînés

Les aînés se sont aussi exprimés, dans un silence d'église interrompu seulement par les beuglées des chèvres avoisinantes. Tour à tour, ils nous ont offert leur soutien, relevant les améliorations déjà observées depuis que nous avons engagé certains jeunes de la région, satisfaits qu'ils soient originaires d'un certain village et pas d'autre un peu plus loin. Il y a semble-t-il quelques tensions qui ne vont pas sans rappeler les absurdités auxquels font face Astérix et Obélix dans le Fossé.

Surtout, les vieux sages sont heureux de voir aujourd'hui ces terres autrefois fructueuses à nouveau employées à toute fin utile. Pendant plus de vingt ans, la guerre a tenu à distance tout paysan désireux d'y cultiver son pain quotidien, forcé à l'exil

dans le camp de déplacés voisin, où plus de 10'000 personnes furent alors recensées. Les connaissances agricoles vieilles de plusieurs siècles en ont elles-aussi fait les frais. Dès lors, voir ces aînés qui ont survécu à l'horreur d'une torture sociale se réjouir d'un projet qui porte en lui l'espoir de favoriser le développement économique de la région et offrir un revenu potentiellement durable à la communauté locale fut une bonne piqure de rappel quant à l'importance de relever les défis, nombreux, qui se trouvent encore sur notre chemin. D'autres réunions sous le manguier seront très certainement nécessaires pour y parvenir. Et j'imagine volontiers qu'elles ne commenceront jamais à l'heure.

Gaëtan

Un grand merci pour votre soutien, sans lequel nous ne pourrions pas accomplir notre travail sur place. Vos dons, de quelque ampleur qu'ils soient, nous touchent énormément. Pour continuer à nous soutenir et contribuer à nos projets ici à Gulu, les dons éventuels peuvent être versés sur le compte suivant:

Eirene Suisse

1200 Genève

IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2

Mention « Emma et Gaëtan »

Chaque contribution compte! Pour plus d'articles et d'informations, n'hésitez pas à visiter notre site www.rwandaring.com (oui, il faudra que nous changions de nom de domaine un jour ou l'autre...). Et pour en savoir plus sur Eirene et les activités des autres volontaires, faites un tour sur le site www.eirenesuisse.ch.

Merci pour votre soutien!

